

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3484

20 novembre 2014

SOMMAIRE

Blackstone Perpetual Midco S.à r.l.	167194	Swiss Finance & Property Management Lu-	
Cifi Football S.A.	167218	xembourg S.A.	167190
Cityhold Propco 12 S.à r.l.	167195	Syrdall Properties S.à r.l.	167189
Cool Holding S.A.	167209	Tabagro S.à r.l.	167189
CPL Immobilière S.à r.l.	167212	Tactica Management S.à r.l.	167189
CSPI S.à r.l.	167207	Talmec Nature Santé S. à r.l.	167191
Emprou S.à r.l.	167230	Technoblu Holding S.A.	167192
European Chemical Services (Holdings)		Technoblu Holding S.A.	167192
S.à r.l.	167215	Telindus	167192
Intertrust Topholding (Luxembourg) S.à		T.E.S.S. S.A.	167189
r.l.	167194	Three Hills I s.à r.l.	167191
Pionner Investments Diversified Loans		Toze Consult s.à r.l.	167192
Fund	167219	Trade and Properties S.A.	167193
Société Immobilière Fraenzebach II S.A.		Traditional Fine Engraving S.A.	167193
.....	167186	Travinter S.A.	167193
Société Immobilière Mont Saint Lambert		Trendy Foods Luxembourg S.A.	167193
II S.A.	167186	TRF European Broadly Syndicated Loan	
Société Immobilière Zwickau II S.A.	167186	(Lux) S.à r.l.	167232
Squale Investissements S.A.	167186	Trinseo S.A.	167191
SRR Properties (Lux) 10 S. à r. l.	167187	Unbranded SA	167193
SRR Properties (Lux) 11 S. à r. l.	167187	Valera Holdings S.à r.l.	167190
SRR Properties (Lux) 4 S. à r. l.	167187	V&D Invest S.A.	167232
SRR Properties (Lux) 7 S. à r. l.	167188	Via (Lux) 1 S.à r.l.	167188
SRR Properties (Lux) 9 S. à r. l.	167188	Via (Lux) 2 S.à r.l.	167195
Streamworks International S.A.	167186	Villar de Rohde S.à r.l.	167191
Sud Construct S.A.	167188	ZAC sa	167187
Swiss Finance & Property Management .	167190		

Société Immobilière Fraenzebach II S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Belle Etoile.

R.C.S. Luxembourg B 80.552.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Référence de publication: 2014165908/10.

(140188948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Société Immobilière Mont Saint Lambert II S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-8050 Bertrange, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 80.555.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Référence de publication: 2014165909/10.

(140188336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Société Immobilière Zwickau II S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-8050 Bertrange, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 80.559.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Référence de publication: 2014165910/10.

(140188946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Squale Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 96.315.

Les comptes annuels au 31.06.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SQUALE INVESTISSEMENTS S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014165916/11.

(140188458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Streamworks International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 154.679.

Je soussignée, la Fiduciaire Jean-Marc FABER & Cie S.à.r.l., Commissaire aux Comptes de la société STREAMWORKS INTERNATIONAL S.A. déclare par la présente, démissionner de son poste de Commissaire aux Comptes qui m'avait été confié au sein de la société, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Fiduciaire Jean-Marc FABER & Cie S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2014165923/13.

(140189203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

SRR Properties (Lux) 10 S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 130.989.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 9 octobre 2014

L'associé unique a décidé de nommer, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée, Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, comme nouveau gérant de la société en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, gérant démissionnaire en date de ce jour.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Référence de publication: 2014165917/15.

(140188999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

SRR Properties (Lux) 11 S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 130.990.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 9 octobre 2014

L'associé unique a décidé de nommer, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée, Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, comme nouveau gérant de la société en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, gérant démissionnaire en date de ce jour.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Référence de publication: 2014165918/15.

(140189019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

SRR Properties (Lux) 4 S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 130.998.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 9 octobre 2014

L'associé unique a décidé de nommer, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée, Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, comme nouveau gérant de la société en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, gérant démissionnaire en date de ce jour.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Référence de publication: 2014165919/15.

(140189013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

ZAC sa, Société Anonyme.

Siège social: L-6131 Junglinster, Zone Artisanale et Commerciale.

R.C.S. Luxembourg B 128.524.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014166004/9.

(140188313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

SRR Properties (Lux) 7 S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 131.117.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 9 octobre 2014

L'associé unique a décidé de nommer, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée, Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, comme nouveau gérant de la société en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, gérant démissionnaire en date de ce jour.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Référence de publication: 2014165920/15.

(140189016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

SRR Properties (Lux) 9 S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 130.988.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 9 octobre 2014

L'associé unique a décidé de nommer, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée, Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, comme nouveau gérant de la société en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, gérant démissionnaire en date de ce jour.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Référence de publication: 2014165921/15.

(140189005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Sud Construct S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch.

R.C.S. Luxembourg B 125.153.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014165924/10.

(140189039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Via (Lux) 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 184.311.

—
EXTRAIT

La Société a été informée que le nom du gérant de la Société, Madame Dalia Ziukaite, a été changé pour Dalia Bleyer. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014165966/14.

(140189186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Syrdall Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.200.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 72.951.

—
EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'Associé unique en date du 24 octobre 2014:

- La démission d'Alan Botfield, en tant que gérant de la Société, est acceptée avec effet au 15 octobre 2014.
- Jean-Marc McLean, né à Port-of-Spain, Trinité et Tobago le 13 mars 1976, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, a été élu gérant de la Société avec effet au 15 octobre 2014 et ce pour une période indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014165929/15.

(140189111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

T.E.S.S. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 116.126.

—
Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014165930/10.

(140188795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Tactica Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 189.358.

—
Transfert de 62.5 actions de Monsieur Alejandro Gonzalez Florenzano, demeurant professionnellement au 83, Chemin des Princes, CH-1244 Choulex en date de 22 septembre 2014 a Monsieur Gregory Driot demeurant professionnellement au 20 Chemin du Millieu, CH-1245 Collonge-Bellerive.

Le 22/09/2014.

Tactica Management S.à r.l.

Référence de publication: 2014165931/12.

(140188943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Tabagro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.500.000,00.

Siège social: L-4940 Hautcharage, 2, rue Laangwiss.

R.C.S. Luxembourg B 102.372.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 juin 2014 que:

L'Assemblée Générale décide de nommer la société ERNST & YOUNG S.A., ayant son siège social à L - 5365 Munsbach, 7, Rue Gabriel Lippmann, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47 771 pour réviser les comptes de la Société pour l'exercice 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juin 2014.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2014165937/17.

(140189172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Swiss Finance & Property Management, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 91.649.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration en date du 15 octobre 2014

Est nommé administrateur, Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, administrateur démissionnaire ce jour.

Monsieur Marc ALBERTUS continuera le mandat de l'administrateur démissionnaire jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire durant laquelle cette cooptation sera soumise à ratification.

Est nommé Président du conseil d'administration:

Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

La durée de sa présidence sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Référence de publication: 2014165927/21.

(140188591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Valera Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 69.095.

Les statuts coordonnés au 23 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2014165963/12.

(140189151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Swiss Finance & Property Management Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 84.859.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration en date du 15 octobre 2014

Est nommé administrateur, Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, administrateur démissionnaire ce jour.

Monsieur Marc ALBERTUS continuera le mandat de l'administrateur démissionnaire jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire durant laquelle cette cooptation sera soumise à ratification.

Est nommé Président du conseil d'administration:

Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

La durée de sa présidence sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Référence de publication: 2014165928/21.

(140188599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Three Hills I s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 188.993.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 69495 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014165934/10.

(140188627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Trinseo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 153.549.

Statuts coordonnés, suite à une constatation d'augmentation de capital reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 17 juillet 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 18 août 2014.

Référence de publication: 2014165935/11.

(140188879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Talmec Nature Santé S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie, Coin des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 121.787.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014165938/10.

(140188896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Villar de Rohde S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5445 Schengen, 1D, Waistrooss.

R.C.S. Luxembourg B 112.879.

AUSZUG

Aus einem Gesellschafterbeschluss der Gesellschaft mit beschränkter Haftung Villar de Rohde S,à r.l., mit Sitz in L-5445 Schengen, 1D, Wäistrooss, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 112879, vom 7. Oktober 2014 geht hervor dass:

- Herrn Dominicus ROHDE, Kaufmann, wohnhaft in D-66693 Mettlach, zum technischen Geschäftsführer der Gesellschaft, für eine unbestimmte Dauer ernannt wurde.

- Herrn Ignacius Villar de Rohde, Politologe, geboren in Saarlouis, am 12. November 1991, wohnhaft in D-66693 Mettlach, 9, Kewelsstrasse, zum administrativen Geschäftsführer der Gesellschaft für eine unbestimmte Dauer ernannt wurde.

Die Gesellschaft wird wie folgt vertreten und verpflichtet:

- durch die alleinige Unterschrift des technischen Geschäftsführers;
- durch die alleinige Unterschrift des administrativen Geschäftsführers bis zu dem Betrag von fünf tausend Euro (€ 5.000.-); darüber hinaus bedarf es der zusätzlichen Unterschrift des technischen Geschäftsführers.

Echternach, den 21. Oktober 2014.

Henri BECK

Notar

Référence de publication: 2014165973/23.

(140188427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Toze Consult s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8373 Hobscheid, 26, rue du Neuort.

R.C.S. Luxembourg B 146.629.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 24/10/2014.

Référence de publication: 2014165944/10.

(140188708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Technoblue Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 73.187.

Messieurs DONATI Régis, VEGAS-PIERONI Louis et DE BERNARDI Alexis démissionnent de leur poste d'administrateurs. Monsieur DE BERNARDI Alexis démission de son poste Président. Monsieur REGGIORI Robert démission de son poste de commissaire aux comptes.

Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour *TECHNOBLUE HOLDING S.A.*

MANACO S.A.

Signature

Référence de publication: 2014165941/15.

(140188727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Technoblue Holding S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 73.187.

Le domicile de la société TECHNOBLUE HOLDING S.A., R.C.S. Luxembourg B n° 73187, constituée le 09 décembre 1999 par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, Notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C N° 128 du 08 février 2000, établi au 17, rue Beaumont, L - 1219 Luxembourg, a été dénoncé le 24 octobre 2014.

Luxembourg, le 24.10.2014.

MANACO S.A.

Signature

Référence de publication: 2014165942/13.

(140189081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Telindus, Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 81-83, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 19.669.

RAYER-Administrateur:

M. Luc HELSEN, Administrateur

229, Diestersteenweg

B-3293 Kaggevinne

Avec effet au 20 octobre 2014

TELINDUS

Société anonyme

Marc ROB / Armand MEYERS

Fondé de pouvoir / Administrateur-délégué

Référence de publication: 2014165943/16.

(140188645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Trade and Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie, coin des Artisans.
R.C.S. Luxembourg B 90.537.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014165945/10.

(140188698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Traditional Fine Engraving S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-3378 Livange, Zone Industrielle et Commerciale, rue de Bettembourg.
R.C.S. Luxembourg B 98.897.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014165946/10.

(140189041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Travinter S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 74.765.

EXTRAIT

Il résulte d'un courrier du 7 octobre 2014 que Me Charles DURO démissionne de sa fonction d'administrateur de la société TRAVINTER S.A., établie et ayant son siège social à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle, inscrite au Registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 74 765.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014165947/13.

(140189230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Trendy Foods Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 7, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 20.492.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 24/10/2014.

Référence de publication: 2014165951/10.

(140188705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Unbranded SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4040 Esch-sur-Alzette, 5, rue Xavier Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 166.821.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
Unbranded SA

Référence de publication: 2014165956/11.

(140188765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

**Intertrust Topholding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Blackstone Perpetual Midco S.à r.l.).**

Capital social: EUR 1.135.487,30.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 173.039.

In the year two thousand and fourteen, on the seventh of October.

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Blackstone Perpetual Topco S.à r.l., a société à responsabilité limitée existing under the laws of Luxembourg having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the R.C.S. Luxembourg under number B 173.008,

here represented by Annick Braquet, employee, having her professional address in L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, by virtue of a proxy under private seal, given on October 6, 2014.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole member of "Blackstone Perpetual Midco S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the R.C.S. Luxembourg under number B 173.039, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri HELLINCKX, previously mentioned, on November 22, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 19 dated January 3, 2013 (hereinafter the "Company"). The articles of incorporation have been modified for the last time by a deed of Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, on August 9, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2850 of November 13, 2013.

The appearing party representing the whole share capital of the Company has required the notary to enact the following resolution:

Sole resolution

The sole shareholder decides to amend the corporate name of the Company from "Blackstone Perpetual Midco S.à r.l." into "Intertrust Topholding (Luxembourg) S.à r.l." and to amend article 1 of the articles of association of the Company, which henceforth shall read as follows:

" **Art. 1.** The Company shall operate under the name Intertrust Topholding (Luxembourg) S.à r.l."

Following the German translation:

" **Art. 1.** Die Gesellschaft wird unter dem Namen Intertrust Topholding (Luxembourg) S.à r.l. betrieben."

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing known to the notary by name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le sept octobre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

Blackstone Perpetual Topco S.à r.l., une société à responsabilité limitée avec siège social à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, enregistrée auprès du R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 173.008,

ici représentée par Annick Braquet, employée, ayant son adresse professionnelle à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 6 octobre 2014.

La procuration paraphée ne varietur par la mandataire du comparant et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

La partie comparante est l'associé unique de "Blackstone Perpetual Midco S.à r.l.", une société à responsabilité limitée ayant son siège social à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.039, constituée suivant un acte de Maître Henri HELLINCKX, prénommé, en date du 22 novembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 19 le 3 janvier 2013 (ci-après la "Société"). Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Carlo Wersandt,

notaire de résidence à Luxembourg, en date du 9 août 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2850 du 13 novembre 2013.

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a requis le notaire instrumentant d'acter la résolution suivante:

Résolution unique

L'associé unique décide de modifier la dénomination sociale de la Société de "Blackstone Perpetual Midco S.à r.l." en "Intertrust Topholding (Luxembourg) S.à r.l." et de modifier l'article 1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}** . La société opérera sous la dénomination Intertrust Topholding (Luxembourg) S.à r.l."

Suit la traduction allemande:

" **Art. 1.** Die Gesellschaft wird unter dem Namen Intertrust Topholding (Luxembourg) S.à r.l. betrieben."

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ladite mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 octobre 2014. Relation: LAC/2014/46925. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPÉDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163759/78.

(140186688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Via (Lux) 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 184.669.

—
EXTRAIT

La Société a été informée que le nom du gérant de la Société, Madame Dalia Ziukaite, a été changé pour Dalia Bleyer. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014165967/14.

(140189185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Cityhold Propco 12 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 191.149.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the first of October.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Cityhold Euro S.à r.l., a company organised and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26, rue Philippe II, L- 2340 Luxembourg, registered with the Luxembourg Company Registry under number B 172.171,

Here represented by Mrs. Gudrun Hednäs, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "Cityhold Propco 12 S.à r.l." (hereafter the Company), which shall be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers of the Company (resolving as set out hereafter). Where the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent as determined in the sole discretion of the board of managers and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise.

3.2. The object of the Company is also to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, real estate rights and real estate holding companies or partnerships located abroad or in Luxembourg as well as any participations in any real estate enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations, such as but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

The Company may also invest directly or indirectly in a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever, and manage such portfolio.

3.3. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company or person, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

3.4. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.5. The Company may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the shareholders of the Company adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

4.3. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is set at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (EUR 12,500.-) represented by TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED (12,500) shares in registered form having a par value of one EURO (EUR 1.00) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence, in accordance with and subject to, these Articles.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is recognised per share. Joint co-owners must appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. The transfer of shares among shareholders is subject to the prior approval of the shareholders representing at least the absolute majority of the share capital of the Company.

The transfer of shares (inter vivos) to non- shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem all its shares save for the ordinary shares and within the limits set forth by the Law.

6.6. The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of shares including by the cancellation of shares through the repurchase and cancellation of such shares.

6.7. In the case of a repurchase of shares by the Company which is not followed by a cancellation of those shares, the Company will hold those shares in treasury without nevertheless receiving any dividends in respect of such shares and without being able to express any vote on those shares. For purposes of calculating majority and quorum requirements, the shares held on treasury by the Company will be disregarded.

6.8. A repurchase of shares by the Company without cancellation of the shares can only be done if the Company has sufficient distributable funds to make such repurchase,

6.9. A repurchase of shares by the Company without cancellation of the shares has to be approved by the board of managers with the consent of the shareholders representing at least the absolute majority of the share capital

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers. The Company is managed by a board of managers composed of at least two managers appointed by the shareholders whom set the term of their office. The managers are appointed by a resolution of the shareholders representing the absolute majority of the share capital. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2. The manager(s) may be dismissed at any time ad nutum (without any reason) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the shareholders fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, whether shareholders or not, by the board of managers of the Company or in accordance with article 10.1 of the Articles.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice. The board of managers shall always meet in Luxembourg.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers with a proposed agenda for the meeting shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of, emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company. Separate written notice shall not be required for

meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing, whether in original, by telefax, e-mail, telegram or telex, another manager as his proxy. A manager may also appoint another manager as his proxy by phone, such appointment to be confirmed in writing subsequently.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented in Luxembourg. Resolutions of the board of managers are validly taken by the absolute majority of its members, regardless of the number of managers being present or represented. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

The following matters require the unanimous consent of all the board members:

- (i) Investments of the Company of an aggregate value per investment in excess of EUR 1,000,000;
- (ii) Granting of loans by the Company of an aggregate amount value per loan in excess of EUR 1,000,000 and the granting of any additional loan or increase in an existing loan where the aggregate amount lent for that project exceeds EUR 1,000,000;
- (iii) The granting of any pledge or other charge over any assets of the Company or of any guarantee for an amount which if called would entitle the recipient to in excess of EUR 1,000,000;
- (iv) Borrowings by the Company in excess of EUR 1,000,000;
- (v) Disposal of a subsidiary by the Company;
- (vi) Liquidation of a subsidiary of the Company;
- (vii) Disposal of assets in excess of EUR 1,000,000 or disposal of assets which represent more than 25% of the total assets of the Company.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, and hear and speak to, each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting, except that a majority of the managers must be physically present in Luxembourg.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. Circular resolutions are deemed to have been taken at the registered office of the Company.

Art. 10. Representation.

10.1 The Company will be bound in all circumstances by the joint signatures of two managers of the Company.

10.2 The Company shall furthermore be bound towards third parties by the joint or single signature of any person to whom such signatory power has been validly delegated (including a manager) in accordance with article 8.2. of these Articles and within the limits of such power.

Art. 11. Liability of the managers.

11.1 The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

11.2 To the extent permissible under Luxembourg law, the managers and other officers of the Company, as well as those persons to whom signatory powers have been validly delegated in accordance with article 8.2 of these Articles, shall be indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which they may be made a party by reason of being or having been managers, officers or delegates of the Company, by reason of any transaction carried out by the Company, any contract entered into or any action performed, concurred in, or omitted, in connection with the execution of their duties save for liabilities and expenses arising from their gross negligence or willful default, in each case without prejudice to any other rights to which such persons may be entitled.

11.3. To the extent permissible under Luxembourg law and except as provided for in article 59 paragraph 2 of the Law, a manager shall not be responsible for the acts, neglects or defaults of the other managers, or for any loss or damage caused by an error of judgment or oversight on their part, or for any other loss, damage or misfortune whatsoever which shall occur in the performance of their duties, except if the same results from or through his gross negligence or willful default.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1. Without prejudice to articles

12.2 and 12.4 of these Articles, resolutions of the shareholders shall be adopted at general meetings.

12.2. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution. The shareholders shall be consulted in writing in accordance with article 13.2 of these Articles and shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

12.3. Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. Each share is entitled to one vote.

12.4. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders. The decisions of the single shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

Art. 13. Notices, quorum, majority and voting proceedings.

13.1. The shareholders may be convened or consulted by any manager of the Company. The board of managers must convene or consult the shareholders following the request of shareholders representing more than one-half of the share capital of the Company.

13.2. The shareholders shall be convened or consulted in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

13.3. Written notice of any meeting of the shareholders shall be given to all shareholders at least 8 (eight) days in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting.

13.4. Meetings of the shareholders of the Company shall be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meetings.

13.5. If all the shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the shareholders of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

13.6. A shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person (who need not be a shareholder) as his proxy in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

13.7. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than one-half of the share capital of the Company. If this figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the shareholders shall be convened or consulted a second time by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast at such meeting or written consultation, regardless of the proportion of the share capital represented.

13.8. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority (in number) of the shareholders owning at least three quarters of the share capital of the Company. However, in no case may the majority oblige any of the shareholders to increase his participation in the Company.

13.9. The shareholders can only change the nationality of the Company by unanimous vote.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year and annual general meeting.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of each year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

14.4. If there are more than twenty-five shareholders, the annual general meeting of the shareholders shall be held at the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice, on the third Wednesday of April of each year at 3.00 p.m. and if such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

14.5. If there are not more than twenty-five shareholders, the annual general meeting of the shareholders shall be held at such place and time as may be specified in the convening notice of the meeting which shall take place within the time limit set forth by the Law.

Art. 15. Statutory / External auditor.

15.1. If there are more than twenty-five shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes).

15.2. To the extent required by Law, the operations of the Company shall be supervised by one or several external auditors (reviseurs d'entreprises).

15.3. The statutory/external auditor(s) will be appointed by the general meeting of shareholders of the Company representing the absolute majority of the share capital of the Company. The general meeting of shareholders will also determine their number, their remuneration and the term of their office.

Art. 16. Allocation of Profits.

16.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 of these Articles.

16.2. The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions set forth hereafter. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

16.3. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus subject to the provisions set forth hereafter.

16.4. Subject to the provisions set forth hereafter, interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) A statement of accounts or an inventory or report is established by the board of managers of the Company;
- (ii) This statement of accounts, inventory or report shows that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) The decision to pay interim dividends is taken by the shareholders of the Company as well as the board of managers;
- (iv) Assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened; and
- (v) Should, after the close of the financial year, the amount available for distribution appear to be less than the amount distributed as an interim dividend, the relevant shareholders shall be required to refund the shortfall to the Company;

16.5. Dividends and interim dividends may only be distributed with the consent of the shareholders representing the absolute majority of the share capital.

VI. Dissolution - Liquidation

17.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholders or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

17.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company, subject to the provisions of article 16 which shall apply mutatis mutandis so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the dividend distribution rules.

VII. General provision

Reference is made to the provisions of the Law and to any agreement which may be entered into among the shareholders from time to time (if any) for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting period shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first December, 2014.

Subscription - Payment

Thereupon,

Cityhold Euro S.à r.l., prenamed and represented as stated above declares to subscribe for TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED (12,500) ordinary shares in registered form, with a par value of one EURO (EUR1.00) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (EUR 12,500.-).

The amount of TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (EUR12,500.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as manager of the Company for an Indefinite period:

a) Mr. Johan Kuylenstierna, born on 01 January 1959 in Vapnö, Sweden, residing professionally at 26, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg;

b) Mr. Robert Viksten, born on 26 April 1972 in Bastuträsk, Sweden, residing professionally at 26, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg;

c) Ms. Elisabeth Skog, born on 22 September 1959 in Trelleborg, Sweden, residing professionally at 26, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg; and

d) Ms. Lisa Flodin, born on 12 April 1972 in Lockne, Sweden, residing at Kungsgatan 17, SE-11143 Stockholm.

2. The registered office of the Company is established at 26, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

3. Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party who signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le premier octobre,

pardevant la soussignée, Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Cityhold Euro S.à r.l., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social 26, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés du Luxembourg, sous le numéro B 172.171,

représentée par par M. Gudrun Hednäs, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé qui lui a été accordée.

La procuration précitée, une fois signée «ne varietur» par le représentant de la partie comparaissant et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins de l'enregistrement.

La partie comparaissant, représentée comme indiqué ci-dessus, a demandé au notaire soussigné de prendre acte des statuts d'une société à responsabilité limitée constituée par les présentes, comme suit:

I. Dénomination sociale - siège social - objet - durée

Art. 1^{er}. Dénomination sociale. Il est constitué une société à responsabilité limitée ayant pour dénomination sociale «Cityhold Propco 12 S.à r.l.» (ci-après la Société) et régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). Il peut être transféré à une autre adresse dans l'enceinte de la commune par une résolution du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance de la Société. Le siège social peut en outre être transféré à quelque autre endroit au sein du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés adoptée dans le respect des conditions exigées pour la modification des Statuts.

2.2. Des succursales, filiales ou autres bureaux peuvent être établis au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par une résolution du conseil de gérance de la Société (cette résolution étant adoptée comme indiqué ci-après). Dans les cas où le conseil de gérance de la Société estimerait, à sa seule discrétion, que des développements ou événements politiques ou militaires extraordinaires se sont produits ou sont imminents et que ces développements ou événements sont susceptibles d'interférer avec les activités normales exercées par la Société à son siège social, ou de rendre plus difficiles les communications entre ce bureau et des personnes situées à l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances extraordinaires. Ces mesures provisoires seront sans effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, conservera la qualité de société constituée au Luxembourg.

Art. 3. Objet.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, au Luxembourg ou à l'étranger, dans des sociétés ou entreprises, quelle qu'en soit la forme, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. La Société peut en particulier acquérir par voie de souscription, d'achat ou d'échange ou de quelque autre manière, toutes parts, actions et/ou autres titres de participation, obligations, titres obligataires, certificats de dépôt et/ou autres titres de créance et, de façon plus générale, tous titres et/ou instruments financiers émis par quelque entité publique ou privée que ce soit. Elle peut prendre part à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise.

3.2. La Société a également pour objet l'exécution de toutes les transactions se rapportant directement ou indirectement à l'acquisition de biens immobiliers, de droits immobiliers, de sociétés holding immobilières ou de sociétés civiles immobilières situés à l'étranger ou au Luxembourg et à l'acquisition de toutes participations dans toute entreprise immobilière, quelle qu'en soit la forme, ainsi qu'à l'administration, à la gestion, au contrôle et au développement de ces participations, ces activités comprenant, de façon non limitative, l'acquisition, la propriété, la location, le crédit-bail, la division, le drainage, la récupération, le développement, l'amélioration, la culture, l'aménagement, la vente ou l'aliénation par tout autre moyen de biens mobiliers ou immobiliers, la mise en gage de biens mobiliers ou immobiliers et la constitution d'hypothèque ou toute autre constitution de sûreté sur des biens mobiliers ou immobiliers.

La Société peut également investir directement ou indirectement dans un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit, et gérer ce portefeuille.

3.3. La Société peut souscrire des emprunts sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut émettre, uniquement par la voie de l'investissement privé, des obligations, billets à ordre et titres obligataires et tout type de titres de créance et/ou d'actions. La Société peut prêter des fonds, y compris, de façon non limitative, le produit de tous emprunts et/ou de toutes émissions de titres de créance et/ou d'actions à ses filiales, à ses sociétés affiliées et/ou à toutes autres sociétés ou personnes; elle peut également accorder des garanties et nantir, céder, grever ou créer et accorder des sûretés par tout autre moyen sur tout ou partie de ses actifs en vue de garantir ses propres obligations et engagements et/ou les obligations et engagements de toute autre personne ou société et, de manière générale, pour son propre bénéfice et/ou celui de toute autre société ou personne, dans la mesure, dans chacun des cas, où ces activités ne sont pas considérées comme des activités réglementées du secteur financier.

3.4. La Société peut, de manière générale, avoir recours à toutes les techniques et à tous les instruments en relation avec ses investissements en vue de leur gestion efficace, y compris à des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre les risques de crédit, l'exposition aux risques de change, les risques de taux d'intérêt et d'autres risques.

3.5. La Société peut, de manière générale, effectuer toutes les opérations et transactions qui, directement ou indirectement, servent son objet social ou s'y rapportent.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société peut être dissoute à tout moment par une résolution de ses associés adoptée dans le respect des conditions exigées pour la modification des Statuts.

4.3 La Société ne sera pas dissoute au motif du décès, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité ou de la faillite d'un ou plusieurs associés ni d'un autre événement comparable affectant l'un ou plusieurs d'entre eux.

II. Capital - parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12 500 EUR) représenté par DOUZE MILLE CINQ CENTS (12 500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (1,00 EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée dans le respect des conditions exigées pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à son titulaire à une fraction des actifs et des bénéfices de la Société directement proportionnelle au nombre de parts sociales en circulation, conformément aux présents Statuts et sous réserve de ces derniers.

6.2. La Société ne reconnaît qu'un titulaire unique par part sociale. Dès lors, les parts sociales de la Société sont indivisibles à son égard. Les copropriétaires indivis doivent désigner une personne unique qui les représentera auprès de la Société.

6.3. La cession de parts sociales entre associés est soumise à l'approbation préalable des associés représentant au moins la majorité absolue du capital social de la Société.

La cession de parts sociales (entre vifs) à des personnes autres que des associés est soumise à l'approbation préalable de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

Une cession de parts sociales ne sera opposable à la Société ou aux tiers qu'après sa notification à la Société, ou son acceptation par la Société, conformément à l'article 1690 du code civil.

Pour toutes les autres questions, il est renvoyé aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera conservé au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi et pourra être consulté par tout associé en faisant la demande.

6.5. La Société peut racheter toutes ses parts sociales, exception faite des parts sociales ordinaires et dans les limites prévues par la Loi.

6.6 Le capital social de la Société peut être réduit au moyen de l'annulation de parts sociales, y compris par l'annulation de parts sociales au moyen du rachat puis de l'annulation de ces parts.

6.7 Si la Société rachète des parts sociales sans procéder ensuite à leur annulation, elle détiendra ces parts sociales en tant que parts sociales propres mais ne percevra aucun dividende en relation avec ces parts et ne pourra exercer aucun droit de vote s'y rapportant. Les parts sociales détenues par la Société en tant que parts sociales propres ne seront pas prises en compte pour le calcul des conditions de majorité et de quorum.

6.8 La Société ne peut procéder au rachat de parts sociales sans annulation de ces parts qu'à condition de disposer des fonds distribuables suffisants pour procéder à ce rachat.

6.9 Tout rachat de parts sociales par la Société sans annulation de ces parts doit être approuvé par le conseil de gérance avec le consentement des associés représentant au moins la majorité absolue du capital social.

III. Gestion - représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1. La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins deux gérants, qui sont désignés et dont la durée du mandat est fixée par les associés. Les gérants sont désignés par une résolution des associés représentant la majorité absolue du capital social. Il n'est pas nécessaire que le ou les gérants aient la qualité d'associés.

7.2. Le ou les gérants peuvent être révoqués à tout moment et ad nutum (sans motif) par résolution des associés.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés aux associés en application de la Loi ou des présents Statuts relèvent de la compétence du conseil de gérance, lequel dispose des pleins pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet de la Société.

8.2. Un ou plusieurs agents, ayant ou non la qualité d'associés, peuvent recevoir délégation de pouvoirs spécifiques et limités pour des questions déterminées. Ces délégations de pouvoirs sont accordées par le conseil de gérance de la Société ou conformément à l'article 10.1 des Statuts.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunit aussi souvent que l'exige l'intérêt de la Société ou sur convocation de tout gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le conseil de gérance se réunit toujours à Luxembourg.

9.2. Tous les gérants sont avisés par écrit de toute réunion du conseil de gérance. L'avis comporte une proposition d'ordre du jour pour la réunion et est remis aux gérants au plus tard 24 (vingt-quatre) heures avant la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances est indiquée dans l'avis de convocation à la réunion du conseil de gérance.

9.3. Aucun avis de convocation tel que mentionné ci-dessus n'est nécessaire si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés de cette réunion et avoir reçu des informations exhaustives concernant son ordre du jour. Il peut être renoncé à l'exigence d'avis de convocation si chacun des membres du conseil de gérance de la Société y donne son consentement par écrit, dans un document dont il communique l'original ou par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Aucun avis écrit distinct n'est nécessaire pour les réunions qui se tiennent aux heures et lieux prévus dans un calendrier adopté antérieurement par résolution du conseil de gérance de la Société.

9.4. Tout gérant peut agir à toute réunion du conseil de gérance par l'intermédiaire d'un autre gérant qu'il désigne comme son mandataire par écrit, dans un document dont il communique l'original ou par télécopie, courrier électronique, télégramme ou télex. Un gérant peut également désigner un autre gérant comme son mandataire par téléphone, en confirmant ensuite cette désignation par écrit.

9.5. Le conseil de gérance ne peut valablement délibérer et agir que si la majorité de ses membres est présente ou représentée à Luxembourg. Les résolutions du conseil de gérance sont valablement adoptées à la majorité absolue de ses membres, quel que soit le nombre de gérants présents ou représentés. Les résolutions du conseil de gérance seront consignées dans des procès-verbaux signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

Les questions ci-après nécessitent le consentement unanime de tous les membres du conseil de gérance:

- (i) investissements de la Société d'une valeur globale par investissement supérieure à 1 000 000 EUR;
- (ii) octroi de prêts par la Société d'un montant global par prêt supérieur à 1 000 000 EUR, et octroi d'un prêt complémentaire ou augmentation du montant d'un prêt préexistant lorsque le montant global prêté pour le projet concerné est supérieur à 1 000 000 EUR;
- (iii) octroi d'un nantissement ou d'une autre sûreté sur des actifs de la Société ou de toute garantie d'un montant qui, si la garantie ou la sûreté est réalisée, donne droit au bénéficiaire au paiement d'un montant supérieur à 1 000 000 EUR;
- (iv) emprunts contractés par la Société d'un montant supérieur à 1 000 000 EUR;
- (v) cession d'une filiale par la Société;
- (vi) liquidation d'une filiale de la Société;
- (vii) cession d'actifs d'un montant supérieur à 1 000 000 EUR ou cession d'actifs représentant plus de 25 % de la totalité des actifs de la Société.

9.6. Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des participants à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation à une réunion par ces moyens est réputée équivaloir à une participation en personne à cette réunion, à condition cependant que la majorité des gérants soient physiquement présents à Luxembourg.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants sont valables et contraignantes de la même manière que si elles avaient été adoptées lors d'une réunion dûment convoquée et tenue. Ces signatures peuvent figurer sur un document unique ou sur plusieurs exemplaires d'une même résolution et la preuve de ces signatures peut être rapportée par la production d'un document original ou d'un télégramme, d'un télex, d'une télécopie ou d'un courrier électronique.

Art. 10. Représentation.

10.1 La Société sera engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux gérants de la Société.

10.2 La Société sera en outre engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou individuelle de toute personne ayant valablement reçu délégation du pouvoir de signature (y compris un gérant) conformément à l'article 8.2. des présents Statuts et dans les limites de ce pouvoir.

Art. 11. Responsabilité des gérants.

11.1 Les gérants ne peuvent être tenus personnellement responsables du fait de leur mandat de quelconques engagements valablement pris au nom de la Société, pour autant que ces engagements soient conformes aux présents Statuts et aux dispositions applicables de la Loi.

11.2 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, les gérants et autres dirigeants de la Société, ainsi que les personnes ayant valablement reçu délégation des pouvoirs de signature conformément à l'article 8.2 des présents Statuts, sont indemnisés, par prélèvement sur les actifs de la Société, de l'ensemble des frais, charges, pertes, dommages et dépenses qu'ils ont subis ou assumés dans le cadre de toutes actions, réclamations, poursuites ou procédures auxquelles ils peuvent être parties du fait de leur qualité actuelle ou passée de gérant, de dirigeant ou de titulaire d'une délégation de la Société et se rapportant à une transaction effectuée par la Société, à un contrat conclu ou à une mesure mise en oeuvre, approuvée ou omise dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, exception faite des responsabilités et dépenses découlant d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle, sans préjudice, dans chacun de ces cas, des autres droits dont ces personnes peuvent disposer.

11.3 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois et sous réserve des dispositions de l'article 59, alinéa 2, de la Loi, un gérant ne peut être tenu responsable des actes, négligences ou manquements des autres gérants, ni de pertes ou de dommages provoqués par une erreur de jugement ou une omission de leur part, ni d'autres pertes, dommages ou préjudices, quels qu'ils soient, survenant dans l'exercice de leurs fonctions, sauf si ces éléments découlent d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle.

IV. Assemblées générales des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1. Sans préjudice des articles 12.2 et 12.4 des présents Statuts, les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale.

12.2. Si le nombre des associés ne dépasse pas vingt-cinq, les décisions des associés peuvent être prises par résolution circulaire. Les associés sont consultés par écrit conformément à l'article 13.2 des présents Statuts et expriment leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés peuvent figurer sur un document unique ou sur plusieurs exemplaires d'une même résolution et la preuve de ces signatures peut être rapportée par la production d'un document original ou d'un télégramme, d'un télex, d'une télécopie ou d'un courrier électronique.

12.3. Chaque associé dispose de droits de vote en proportion de sa participation. Chaque part sociale donne droit à une voix.

12.4. L'associé unique dispose de tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou formulées par écrit.

Art. 13. Avis, quorum, majorité et procédure de vote.

13.1. Les associés peuvent être convoqués ou consultés par tout gérant de la Société. Le conseil de gérance est tenu de convoquer ou de consulter les associés en cas de demande en ce sens formulée par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

13.2. Les associés sont convoqués ou consultés par écrit, dans un ou des documents dont sont communiqués les originaux ou par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

13.3. Tous les associés sont avisés par écrit de toute réunion des associés au plus tard 8 (huit) jours avant la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances est indiquée dans l'avis de convocation à la réunion.

13.4. Les réunions des associés de la Société se tiennent aux lieux et heures précisés dans les avis de convocation à la réunion respectifs.

13.5. Si tous les associés de la Société sont présents ou représentés à une assemblée des associés de la Société et considèrent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, cette dernière peut se tenir sans avis préalable.

13.6. Un associé peut agir à toute réunion des associés de la Société par l'intermédiaire d'une autre personne qu'il désigne comme son mandataire par écrit, dans un document dont il communique l'original ou par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

13.7. Les décisions collectives ne sont valablement prises que dans la mesure où elles sont adoptées par les associés détenant plus de la moitié du capital social de la Société. Si ce nombre n'est pas atteint lors de la première réunion ou de la première consultation écrite, les associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées lors de cette réunion ou de cette consultation écrite, quelle que soit la proportion du capital social représentée.

13.8. Cependant, les résolutions portant sur la modification des Statuts ou sur la dissolution et la liquidation de la Société ne peuvent être adoptées qu'à la majorité (en nombre) des associés détenant au moins trois quarts du capital social de la Société. Cependant, la majorité ne peut en aucun cas contraindre un associé à augmenter sa participation dans la Société.

13.9. Les associés ne peuvent modifier la nationalité de la Société que par un vote unanime.

V. Comptes annuels - affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice comptable et assemblée générale annuelle.

14.1. L'exercice comptable de la Société débute le 1^{er} janvier de chaque année et prend fin le 31 décembre de la même année.

14.2. Chaque année, en référence à la fin de l'exercice de la Société, le conseil de gérance doit préparer le bilan et le compte de résultats de la Société ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et des passifs de la Société, avec une annexe résumant l'ensemble des engagements de la Société et de ses créances sur les gérants, le ou les commissaires aux comptes/réviseurs d'entreprises (le cas échéant) et les associés.

14.3. Chaque associé peut consulter l'inventaire et le bilan précités au siège social de la Société.

14.4. Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq, l'assemblée générale annuelle des associés se tient au siège social de la Société ou en quelque autre lieu dans la ville dans laquelle est établi le siège social, comme précisé dans l'avis de convocation, le troisième mercredi du mois d'avril de chaque année à 15h00 ou, si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg, le premier jour ouvrable suivant.

14.5. Si le nombre des associés est inférieur ou égal à vingt-cinq, l'assemblée générale annuelle des associés se tient aux lieux et heures précisés dans l'avis de convocation à l'assemblée et dans le respect des délais prévus par la Loi.

Art. 15. Commissaire aux comptes/réviseur d'entreprises.

15.1 Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq, les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes.

15.2 Dans la mesure requise par la Loi, les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises.

15.3 Les commissaires aux comptes/réviseurs d'entreprises seront désignés par l'assemblée générale des associés de la Société représentant la majorité absolue du capital social de la Société. L'assemblée générale des associés déterminera également le nombre de commissaires aux comptes/vérificateurs d'entreprises, leur rémunération et la durée de leur mandat.

Art. 16. Affectation des bénéfices.

16.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices annuels nets de la Société sont affectés au fonds de réserve légale. Cette affectation cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint dix pour cent (10 %) du capital de la Société tel qu'indiqué à l'article 5 des présents Statuts ou tel qu'augmenté ou réduit, le cas échéant, conformément aux dispositions du même article.

16.2 Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision d'une assemblée générale des associés conformément aux dispositions énoncées ci-après. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant du compte de prime d'émission au compte de réserve légale.

16.3 L'assemblée générale des associés peut disposer à sa discrétion de l'excédent sous réserve des dispositions énoncées ci-après.

16.4 Sous réserve des dispositions énoncées ci-après, il est possible de distribuer des acomptes sur dividendes à tout moment sous les conditions suivantes:

(i) le conseil de gérance de la Société établit un état des comptes, un inventaire ou un rapport;

(ii) cet état des comptes, inventaire ou rapport fait ressortir la disponibilité de bénéfices et autres réserves (y compris les primes d'émission) suffisants pour procéder à une distribution, étant entendu que le montant qui sera distribué ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice, augmenté des bénéfices reportés et des

réserves distribuables mais déduction faite des pertes reportées et des sommes devant être affectées à la réserve statutaire;

(iii) la décision de versement d'acomptes sur dividendes est adoptée par les associés de la Société et par le conseil de gérance;

(iv) il a été procédé aux vérifications nécessaires pour s'assurer que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés; et

(v) s'il apparaît, après la clôture de l'exercice, que le montant disponible à des fins de distribution est inférieur à celui qui a été distribué à titre d'acompte sur dividende, les associés concernés sont tenus de rembourser la différence à la Société.

16.5 La distribution de dividendes et d'acomptes sur dividendes est subordonnée au consentement des associés représentant la majorité absolue du capital social.

VI. Dissolution - liquidation

17.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'auront pas nécessairement la qualité d'associés, désignés par une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui en déterminera les pouvoirs et la rémunération. Sauf disposition contraire de la résolution des associés ou de la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

17.2. L'excédent existant après réalisation des actifs et paiement des dettes de la Société sera versé aux associés en proportion du nombre de parts sociales de la Société détenu par chacun d'entre eux, sous réserve des dispositions de l'article 16 qui s'appliquent mutatis mutandis en vue de parvenir, de façon globale, au même résultat économique que celui auquel aboutirait l'application des règles de distribution de dividendes.

VII. Disposition générale

Pour toutes les questions qui ne sont pas spécifiquement prévues par les présents Statuts, il est renvoyé aux dispositions de la Loi et à tout accord qui pourrait être conclu à tout moment et le cas échéant entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice comptable débutera à la date du présent acte et s'achèvera le 31 décembre 2014.

Souscription - paiement

Sur ce,

Cityhold Euro S.à r.l., dénommée et représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire DOUZE MILLE CINQ CENTS (12 500) parts sociales ordinaires sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (1,00 EUR) chacune, et les libérer entièrement par la voie d'un apport en numéraire d'un montant de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12 500 EUR).

La Société dispose de ce montant de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12 500 EUR), comme la preuve en a été apportée au notaire soussigné, qui le reconnaît expressément.

Frais

Les dépenses, frais et charges de tout type que la Société devra assumer en conséquence de sa constitution sont estimés à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant la totalité du capital social souscrit, a adopté les résolutions ci-après:

1. Les personnes ci-après sont désignées en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée:

a) M. Johan Kuylenstierna, né le 01 janvier 1959 à Vapnö, Suède, ayant son adresse professionnelle 26, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg;

b) M. Robert Viksten, né le 26 avril 1972 à Bastuträsk, Suède, ayant son adresse professionnelle 26, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg;

c) Mme Elisabeth Skog, née le 22 septembre 1959 à Trelleborg, Suède, ayant son adresse professionnelle 26, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg; et

d) Mme Lisa Flodin, née le 12 avril 1972 à Lockne, Suède, demeurant Kungsgatan 17, SE-11143 Stockholm.

2. Le siège social de la Société est sis au 26, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des parties comparaisant précitées, le présent acte est rédigé en anglais suivi de sa version française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le premier prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Le document a été lu au mandataire de la partie comparaisant, puis celui-ci et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: G. Hednäs et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 octobre 2014. LAC/2014/47464. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163805/630.

(140186966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

CSPI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2412 Howald, 3, Rangwee.

R.C.S. Luxembourg B 191.160.

— STATUTS

L'an deux mille quatorze, le treize octobre.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg,

Ont comparu:

1.- Monsieur Ismaele CUCINELLI, employé, né a Gagliano Del Capo (Italie), le 4 novembre 1979, demeurant à L-2412 Howald, 3, Rangwee,

2.- Monsieur Sokol MARKU, employé, né à Tirane (Albanie), le 17 octobre 1981, demeurant à L-5875 Alzingen, 14, Parc Rothweit.

Lesquels comparants, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des parts sociales ci-après créées une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «CSPI S.à r.l.».

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Hespérange.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision du ou des associés prise aux conditions requises pour la modification des statuts.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la surveillance et la protection de tout bien mobilier et immobilier ainsi que l'accueil, l'escorte et la protection de personnes.

La société a en outre pour objet la recherche, les enquêtes, l'obtention et analyse des informations et toutes preuves recueillies dans le cadre des investigations privées pour des affaires privées, professionnelles, civiles et commerciales, ne relevant pas de la compétence des services officiels et destinées à des tiers tant à Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle peut effectuer tous placements immobiliers ou mobiliers, contracter tous emprunts avec ou sans affection hypothécaire.

La société peut prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que gérer, contrôler et mettre en valeur ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

De manière générale, la société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, mobilières et/ou immobilières ayant un rapport direct ou indirect avec son objet ou qui sont susceptibles d'en favoriser la réalisation ou le développement.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.-€), divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125.-€) chacune,

La propriété des parts sociales résulte des présents statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il n'y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 6. Les parts sociales sont indivisibles.

Entre associés les parts sont librement cessibles.

Elles ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de refus de cession le ou les associés non cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Art. 7. Le décès, l'incapacité, la déconfiture ou la faillite, de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 8. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers, alors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou incapables, ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer de quelque manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Gérance - Assemblée générale

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants qui sont nommés par l'assemblée générale des associés, laquelle fixe la durée de leur mandat.

A moins que l'assemblée n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

En cas de gérant unique, la société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, les pouvoirs de signature seront déterminés par l'assemblée générale des associés/par l'associé unique lors de la nomination des gérants.

Art. 10. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix de la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Dans le cas où la société ne compte qu'un seul associé, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer.

Les décisions de l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, sont consignées dans un registre tenu au siège social.

Année sociale - Bilan

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année, le 31 décembre, les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse les comptes sociaux, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Sur les bénéfices de réserve légale, jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social net constaté, il est prélevé cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fond.

Le surplus du bénéfice est à la libre disposition des associés.

Dissolution - Liquidation

Art. 15. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée des associés, qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 16. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Mesure transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les comparants ont souscrit les parts sociales comme suit:

1.-, Monsieur Ismaele CUCINELLI, cinquante parts	50
2.-, Monsieur Sokol MARKU, cinquante parts	50
Total des parts: cent parts	100

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.-EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est estimé à 1.100.-EUR.

Assemblée Générale extraordinaire

Et à l'instant les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale, et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

- 1.- L'adresse de la Société est fixée à L-2412 Howald, 3, Rangwee
- 2.- Est nommé gérant technique pour une durée indéterminée Monsieur Ismaele CUCINELLI, employé.
- 3.- Est nommé gérant administratif pour une durée indéterminée Monsieur Sokol MARKU, employé.
- 3.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de chaque gérant.

Remarque

Avant la clôture du présent acte le notaire instrumentaire soussigné a attiré l'attention des constituants sur la nécessité d'obtenir une autorisation administrative pour exercer les activités décrites dans l'objet social.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: I. CUCINELLI, S. MARKU et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 octobre 2014. Relation: LAC/2014/48157. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163845/121.

(140187134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Cool Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 191.157.

— STATUTS

L'an deux mille quatorze, le six octobre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Madame Camilla CEDRONE, née le 08 avril 1970 à Rome et demeurant à Corso Trieste n.175 I-00198 Rome, ici représentée par Madame Katia Roti, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, lui délivrée.

La précitée procuration, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de COOL HOLDING S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire de l'intermédiation sur les marchés.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 3. Le capital social est fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (EUR 31.000,-) divisé en TROIS CENT DIX (310) actions de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune.

Les actions sont et resteront nominatives.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le capital social de la société pourra être porté de son montant actuel à CINQ CENT MILLE EUROS (EUR 500.000,-) par la création et l'émission d'actions nouvelles de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune.

Le Conseil d'administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles, à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves de capital;

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles.

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission ci-dessus mentionnée d'actions supplémentaires contre apports en espèces ou en nature.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

De même, le Conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé. Le Conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait. Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Le Conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion sera conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Le Conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout

autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit le troisième mardi du mois de juin à 14.00 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 11. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires;

1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.

2.- Exceptionnellement la première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra le dernier mardi du mois de février 2016.

Le(s) premier(s) administrateur(s) et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, le comparant préqualifié déclare souscrire les actions comme suit:

Madame Camilla CEDRONE, précité	310 actions
Total:	310 actions

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de TRENTE ET UN MILLE EUROS (EUR 31.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant le comparant préqualifié, représentant l'intégralité du capital social, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à 1 (un) et celui des commissaires à 1 (un).

Deuxième résolution

Est appelée aux fonctions d'administrateur:

Madame Camilla CEDRONE, née le 08 avril 1970 à Rome et demeurant à Corso Trieste n.175 I-00198 Rome,

Troisième résolution

Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

- GORDALE MARKETING LIMITED ayant son siège social à siège à Strovolos Center, Office 204 Strovolos, Strovolos 77, P.C. 2018 Nicosia, chypre enregistrée sous le numéro: HE 155572.

Quatrième résolution

Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020.

Cinquième résolution

Le siège social est fixé au 8, boulevard Royal L-2449 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, la comparante prémentionnée a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: K. ROTI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 octobre 2014. Relation: LAC/2014/48128. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163837/157.

(140187021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

CPL Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3446 Dudelange, 1, rue Mathias Cungs.

R.C.S. Luxembourg B 191.134.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze,

Le six octobre,

Par-devant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange.

A comparu:

Madame Celeste Maria LOPES BICHO, agent immobilier, née le 13 septembre 1963 à Castelo Branco (Portugal), demeurant à L-3514 Dudelange, 249 route de Kayl.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle va constituer par les présentes:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Elle comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales; elle peut, à toute époque, comporter plusieurs associés, par suite, notamment, de cession ou de transmission totale ou partielle desdites parts ou de création de parts nouvelles, puis redevenir société unipersonnelle par la réunion de toutes les parts en une seule main.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet social, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, pour compte propre ou pour compte de tiers, toutes opérations généralement quelconques se rapportant à l'exploitation d'une agence immobilière, la gérance d'immeubles, l'achat, la vente, l'échange, la promotion et la mise en valeur, tant pour son propre compte que pour compte de tiers, de tous biens immobiliers.

D'une façon générale, la Société pourra effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières, pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

La Société pourra s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser et à le développer.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société prend la dénomination de «CPL IMMOBILIERE S.à r.l.».

Art. 5. Siège social. Le siège de la Société est établi à Dudelange; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'associé ou des associés, selon le cas. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant ou conseil de gérance.

Des succursales ou bureaux pourront être établis partout, au Luxembourg ou à l'étranger, où la gérance le jugera utile

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- €) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125.- €) chacune.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social.

L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés; en cas de pluralité d'associés toute part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants-droits ou héritiers de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des valeurs sociales; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Au cas où une part est détenue en usufruit et en nue-propriété, le droit de vote sera exercé en toute hypothèse par l'usufruitier.

Art. 10. Cession et transmission des parts.

1. Cessions et transmissions en cas d'associé unique.

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

2. Cessions et transmissions en cas de pluralité d'associés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément unanime de tous les associés. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément unanime.

Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises soit à des descendants soit au conjoint survivant.

Dans les cas où la cession ou transmission de parts est soumise à l'agrément des associés restants, ces derniers ont un droit de préférence pour le rachat des parts à céder, en proportion du nombre de parts qu'ils possèdent au moment de la cession. En cas de l'exercice de leur droit de préférence par les associés restants et en cas de désaccord sur le prix de rachat, le prix de rachat des parts sociales se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la Société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

Art. 11. Décès, incapacité, faillite ou déconfiture de l'associé ou de l'un des associés. Le décès, l'incapacité, la mise en tutelle ou en curatelle, la faillite, la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non-associés.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations, à condition qu'elles rentrent dans l'objet de la Société. Le ou les gérants représentent, de même, la Société en justice soit en demandant, soit en défendant.

Le ou les gérants sont nommés avec ou sans limitation de durée, soit dans les statuts, soit par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés.

Dans ce dernier cas, l'associé unique ou l'assemblée générale, lors de la nomination du ou des gérants, fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité de gérants, les pouvoirs et attributions des différents gérants.

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale pourra décider la révocation du gérant sans qu'il soit besoin d'une décision judiciaire à cet effet. La révocation pourra être décidée, non seulement pour des causes légitimes, mais encore pour toutes raisons, quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine de l'associé unique ou des associés. Le gérant peut pareillement se démettre de ses fonctions. L'associé unique ou les associés décideront de la rémunération du gérant.

Art. 13. Le décès du gérant, associé ou non, sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants-cause du gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 14. Le gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société. Simple mandataire il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 15. Décisions de l'associé ou des associés.

1. Lorsque la Société ne compte qu'un associé, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés.

Les décisions de l'associé unique sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

2. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, à moins que la loi ou les présents statuts n'en disposent autrement.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre des parts sociales qu'il possède.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Art. 17. Inventaire - Bilan. Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi. Tout associé peut prendre au siège social communication de l'inventaire et des comptes annuels.

Art. 18. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, résultant des comptes annuels constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou l'assemblée générale des associés.

Art. 19. Dissolution - Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite pour un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Disposition générale. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts l'associé unique ou les associés, selon le cas, se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire.

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le trente-et-un décembre 2014.

Souscription et paiement

Les cent parts sociales (100) ont été entièrement souscrites et intégralement libérées par un versement en espèces, et attribuées en totalité à l'associée unique, Madame Celeste Maria LOPES BICHO, prénommée, en rémunération de son apport, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.- €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constatation.

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales se trouvent remplies.

Frais.

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à mille cent euros (1.100.- €).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, l'associée unique, Madame Celeste Maria LOPES BICHO, prénommée, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, a pris les résolutions suivantes:

167215

Première résolution

Est appelée aux fonctions de gérante administrative pour une durée indéterminée:

- Madame Celeste Maria LOPES BICHO, agent immobilier, née le 13 septembre 1963 à Castelo Branco (Portugal), demeurant à L-3514 Dudelange, 249 route de Kayl.

Est appelé aux fonctions de gérant technique pour une durée indéterminée:

- Monsieur José Silvano MARTINS PAIVA, agent immobilier, né à Lisbonne (Portugal) le 14 novembre 1951, demeurant à L-9011 Ettelbrück, 186, rue de Bastogne

La Société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe du gérant administratif et du gérant technique.

Deuxième résolution

Le siège social de la Société est fixé à L-3446 Dudelange, 1, rue Mathias Cungs.

Avertissement

Avant la clôture du présent acte, le notaire instrumentaire soussigné a attiré l'attention de la constituante sur la nécessité d'obtenir une autorisation administrative pour exercer les activités décrites dans l'objet social.

DONT ACTE, fait et passé à Dudelange, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée dans une langue d'elle connue à la constituante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. LOPES BICHO, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09 octobre 2014. Relation: EAC/2014/13646. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 10 octobre 2014.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2014163841/156.

(140186515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

European Chemical Services (Holdings) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 148.419.

In the year two thousand and fourteen, on the fourteen of August.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Bridgepoint Europe IV (Nominees) Limited, a private limited liability company organised and existing under the laws of England, with registered office at 95 Wigmore Street, London W1U 1 FB, United Kingdom, and registered with Company's House under number 6492046,

hereby represented by Mrs Christine MATHY, employee, with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in London, on August 12, 2014.

Which proxy, after signature "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated above, declares being the sole shareholder ("Sole Shareholder") of "EUROPEAN CHEMICAL SERVICES (HOLDINGS) S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée), with registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, with a share capital of EUR 12,501.-, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number R.C.S. Luxembourg B 148 419 (the "Company"),

incorporated pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, dated September 28, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on October 20, 2009 under number 2056.

The Articles have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, dated June 4, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on July 25, 2012 under number 1855.

All the twelve thousand five hundred and one (12,501) shares of the Company with a par value of one euro (EUR 1.-) each, representing the entire subscribed capital of the Company amounting to twelve thousand five hundred and one

euro (EUR 12,501.-) are duly represented at the extraordinary general meeting of the Sole Shareholder of the Company (the "Meeting"), which is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items of the agenda. The Sole Shareholder represented declares that it has had due notice of, and has been duly informed of the agenda prior to the Meeting.

The agenda of the Meeting is the following:

1. Decision to enter the Company into liquidation;
2. Appointment of one or more liquidators and determination of their powers and remuneration;
3. Discharge to the managers of the Company;
4. Miscellaneous.

After deliberation, the following resolutions were taken unanimously:

First resolution

In compliance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, the Sole Shareholder decides to dissolve the Company and to put it into voluntary liquidation.

Second resolution

As a consequence of the above taken resolution, the Sole Shareholder decides to appoint as liquidator:

HALSEY S.à r.l., a limited liability company ("société à responsabilité limitée"), incorporated and existing under the law of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 174, Route de Longwy, L-1940 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number R.C.S Luxembourg B 50.984.

The liquidator has the broadest powers as provided for by Articles 144 to 148 bis of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

It may accomplish all the acts provided for by Article 145 without requesting the authorisation of the Sole Shareholder in the cases in which it is requested.

The liquidator is relieved from inventory and may refer to the accounts of the Company.

It may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of its powers it determines and for the period it will fix.

Third resolution

The Sole Shareholder decides to grant discharge to the managers of the Company and release them from liability in respect of the execution of their mandate with regards to the period from January 1st, 2014 to August 14, 2014.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1300.

The undersigned notary who understands and speaks English, states that upon request of the above appearing person, this deed is worded in English followed by a French translation and that in case of any divergence between the English and the French text, the English text shall be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day appearing at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the appearing person, the members of the office of the meeting signed together with us the notary the present original deed.

Suit la traduction française

L'an deux mille quatorze, le quatorze août.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Bridgepoint Europe IV (Nominees) Limited, une société de droit du Royaume-Uni, avec siège social au 95 Wigmore Street, London W1U 1 FB, Royaume-Uni, et immatriculée auprès du Company's House du Royaume-Uni sous le numéro 6492046,

ici représentée par Madame Christine MATHY, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en vertu d'une procuration signée sous seing privée à Londres, en date du 12 août 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare être l'associé unique («l'Associé Unique») de la société à responsabilité limitée «EUROPEAN CHEMICAL SERVICES (HOLDINGS) S.à r.l.», avec siège social au 2, avenue Charles

de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de EUR 12.501,-, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.419 (la «Société»),

constituée suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, le 28 septembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 20 octobre 2009 sous le numéro 2056.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, le 4 juin 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 25 juillet 2012 sous le numéro 1855.

Toutes les douze mille cinq cent une (12.501) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune, représentant la totalité du capital souscrit de la Société d'un montant de douze mille cinq cent un euros (12.501,- EUR) sont représentées à l'assemblée générale extraordinaire de l'Associé Unique de la Société («l'Assemblée»), qui est par conséquent valablement constituée et peut délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Associé Unique représenté déclare avoir été dûment convoqué à l'Assemblée et informé de l'ordre du jour.

Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

1. Décision de mettre la Société en liquidation;
2. Nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs et rémunération;
3. Décharge aux gérants de la Société;
4. Divers.

Suite à cet ordre du jour, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité:

Première résolution

Conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, l'Associé Unique décide de dissoudre et de mettre en liquidation volontaire la Société.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de nommer en qualité de liquidateur:

HALSEY S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 174, Route de Longwy, L-1940 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 50.984.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Il peut accomplir tous les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'Associé Unique dans les cas où elle est requise.

Le liquidateur est dispensé de l'inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de donner décharge pleine et entière aux gérants de la Société, pour l'exécution de leur mandat pour la période du 1^{er} janvier 2014 jusqu'au 14 août 2014.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les dépenses, frais et rémunérations et charges qui pourraient incomber à la Société à la suite du présent acte sont estimés à environ EUR 1300.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande de la comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, tous ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. Mathy et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 août 2014. LAC/2014/39365. Reçu douze euros (12.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163879/133.

(140187264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Cifi Football S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 5, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 133.102.

In the year two thousand fourteen, on the twentieth of October,

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary, residing in Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

Was held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of CIFI FOOTBALL S.A., a «société anonyme», having its registered office at L-1325 Luxembourg, 5, rue de la Chapelle, R.C. Luxembourg B number 133.102, incorporated by a deed of Maître Blanche MOUTRIER, notary public, residing in Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg), dated November 5th, 2007, published in the Luxembourg Mémorial C, number 2755 of November 29th, 2007.

The meeting is presided by Mrs Marianne GOEBEL, lawyer, residing in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mr Eric PRALONG, lawyer, residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Nicola DI GIOVANNI, lawyer, residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to record:

I.- That the shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be registered with the present minutes.

II.- As appears from the attendance list, 1.970 (one thousand nine hundred seventy) shares, representing the whole capital of the company, are represented so that the meeting can validly decide on the all items of the agenda.

III.- That the agenda of the present extraordinary general meeting is the following:

Agenda

1. Dissolution and liquidation of the company.
2. Nomination of a liquidator of the company.
3. Determination of the powers conferred upon the liquidator.
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the meeting, the shareholders unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to dissolve the company and to put it into liquidation.

Second resolution

The meeting decides to appoint as liquidator the Company ADLS S.à.r.l., having its registered office in L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faïencerie, R.C.S. Luxembourg B 190458.

Third resolution

The liquidator has the broadest powers for the exercise of his mission, especially those indicated in Articles 144 to 148 of the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended.

There being no further items on the Agenda, the meeting was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt octobre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme CIFI FOOTBALL S.A., une société anonyme, ayant son siège social à L-1325 Luxembourg, 5, rue de la Chapelle, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B numéro 133.102, constituée suivant acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, daté du 5 novembre 2007, publié au Mémorial C n°2755 du 29 novembre 2007.

La séance est ouverte sous la présidence de Maître Marianne GOEBEL, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Maître Eric PRALONG, avocat, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Maître Nicola DI GIOVANNI, avocat, demeurant à Luxembourg.

Madame la présidente déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il résulte de cette liste de présence que 1.970 (mille neuf cent soixante-dix) actions représentant l'intégralité du capital social, sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Dissolution et liquidation de la société.
2. Nomination d'un liquidateur de la société.
3. Détermination des pouvoirs conférés au liquidateur.
4. Divers.

Après en avoir délibéré, l'assemblée générale a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre la société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur de la société, la société ADLS S.à.r.l., établie et ayant son siège social à L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faïencerie, R.C.S. Luxembourg B 190458.

Troisième résolution

Le liquidateur est investi des pouvoirs les plus larges pour l'exercice de sa mission, notamment ceux prévus aux articles 144 à 148 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande des comparants le présent acte est en langue anglaise, suivi d'une version française.

A la demande des comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: GOEBEL, PRALONG, DI GIOVANNI, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 21/10/2014. Relation: EAC/2014/14146. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 22/10/2014.

Référence de publication: 2014163826/90.

(140186977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Pionner Investments Diversified Loans Fund, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement à Capital Fixe.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 191.161.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the tenth of October.

Before us Maître Hellinckx, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Pioneer Asset Management S.A. having its registered office at 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

duly represented by Antoine Le Poac, Legal Advisor, professionally residing at 14 rue Erasme, L-2082 Luxembourg by virtue of a proxy given in Luxembourg, on the eighth of September 2014.

The proxy given, signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which he acts has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which he declares to constitute as sole shareholder.

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There is hereby established by the sole subscriber and the succeeding one who may become owner of shares hereafter issued (the "Shares"), a public limited company (*société anonyme*) qualifying as an investment company with variable share capital (*société d'investissement à capital variable*) - specialised investment fund (*fonds d'investissement spécialisé*) under the name of "PIONEER INVESTMENTS DIVERSIFIED LOANS FUND" (the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by a resolution of the board of directors of the Company (the "Board of Directors"). The Board of Directors may decide to transfer the registered office of the Company within the same municipality, or from a municipality to another municipality within the Grand Duchy of Luxembourg, if and to the extent permitted by Luxembourg law and practice relating to commercial companies.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic, social or military events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the sole owner of the Shares of the Company.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in (i) shares in companies and other securities equivalent to shares in companies, (ii) bonds and other forms of securitised debt, and/or (iii) any other negotiable securities which carry the right to acquire any such transferable securities by subscription or exchange ("Transferable Securities"), (iv) units of other undertakings for collective investment ("UCI"), (v) financial derivative instruments and other techniques and instruments and (vi) other assets permitted by applicable law, with the purpose of spreading investment risks and affording its sole Shareholder the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted by the law of 13 February 2007 on specialised investment funds as may be amended from time to time (the "Law of 2007").

The Company is dedicated to one sole shareholder acting in its own name and for its own account (the "Shareholder"). The Company shall not raise capital from more than one investor.

In view of the fact that the Company is currently dedicated to only one investor, it does not qualify as an alternative investment fund according to Articles 1 (39) and 4 of the law of 12 July 2013 relating to alternative investment funds managers (the "Law of 2013"). As a consequence, the Company is not required to appoint an alternative investment fund manager pursuant to the provisions of the Law of 2013.

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital - Classes of Shares. The capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 10 hereof (the "Net Asset Value"). The minimum capital as provided by the Law of 2007 shall be one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000). Such minimum capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under Luxembourg law. The initial capital is thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-) divided into thirty one (31) Shares of no par value.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of Shares shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes of Shares.

The Company may only have one sole Shareholder.

The Shares to be issued pursuant to Articles 6 and 7 hereof may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes (each a "Class" or "Class of Shares"). The Shares of each Class shall rank *pari passu* with each other in

all respects. Each Class of Shares may differ as to its currency or the denomination of the Class, dividend policy, the level of fees and expenses to be charged, minimum subscription and minimum holding amounts applicable or any other feature as may be determined by the Board of Directors. The proceeds of the issue of each Class of Shares shall be invested in securities of any kind and/or other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the Board of Directors for the Company, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the Board of Directors.

The Company constitutes one single legal entity.

The Board of Directors may create each Class of Shares for an unlimited or limited period of time; in the latter case at the expiry of the initial period of time, the Board of Directors may extend the duration of the relevant Class of Shares once or several times. At expiry of the duration of the Class of Shares, the Company shall redeem all the Shares in the relevant Class, in accordance with Article 8.

At each prorogation of a Class of Shares, the registered Shareholder shall be duly notified in writing, by a notice sent to the registered address as recorded in the register of Shares of the Company. The Sales Documents of the Company shall indicate the duration of each Class and if appropriate, its prorogation.

Art. 6. Form of Shares.

(1) The Company shall issue Shares in registered form only.

All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shares which shall be kept by the Company or by one or more persons or by other duly authorised agent designated by the Company, and such register shall contain the name of the owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered Shares held by him.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shares evidences his right of ownership on such registered Shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the Shareholder or whether the Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The Share certificates shall be signed by two members of the Board of Directors ("Directors"). Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The certificates will remain valid even if the list of authorised signatures of the Company is modified. However, one of such signatures may be made by a person duly authorised thereto by the Board of Directors; in the latter case, it shall be manual.

(2) The Shareholder shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shares.

In the event that the Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shares and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. The Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shares by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(3) If the Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated Share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the Shareholder the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original Share certificate.

(4) The Company may decide to issue fractional Shares. Such fractional Shares shall not carry a voting right but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis. If the sum of the fractional Shares represents one or more entire Share(s), such Share(s) will carry the corresponding voting right.

Art. 7. Issue of Shares. The Board of Directors is authorised to issue an unlimited number of fully paid up Shares at any time corresponding to new subscriptions of the sole Shareholder.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Class; the Board of Directors may, in particular, decide that Shares of any Class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Sales Documents of the Company.

The Board of Directors may impose restrictions in relation to the minimum amount of initial subscription, the minimum amount of any additional investments and the minimum amount of any holding of Shares.

After the initial offer of Shares for subscription, whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Share at which such Shares are offered shall be the Net Asset Value per Share of the relevant Class as determined in compliance with Article 10 hereof as of such day ("Valuation Day", as further described in Article 11 hereinafter) as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Such price may

be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board of Directors. The price so determined shall be payable within a maximum period as provided for in the Sales Documents of the Company and determined by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate to any Director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions from the sole Shareholder, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them to the sole Shareholder.

If subscribed Shares are not paid for, the Company may redeem the Shares issued, whilst retaining the right to claim the issue fees and commission and any difference. In this case the applicant may be required to indemnify the Company against any and all losses, costs or expenses incurred directly or indirectly as a result of the applicant's failure to make timely settlement, as conclusively determined by the Board of Directors in its discretion. In computing such losses, costs or expenses account shall be taken where appropriate of any movement in the price of the Shares between allotment and cancellation or redemption and the costs incurred by the Company in taking proceedings against the applicant.

The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by applicable Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the independent authorised auditor of the Company (réviseur d'entreprises agréé) and provided that such securities delivered by way of contribution in kind comply with the investment objectives and investment policies and restrictions of the Company. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the Shareholder.

Art. 8. Redemption of Shares. The Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the Sales Documents of the Company and within the limits provided by the Law of 2007 and these Articles.

The redemption price per Share shall be paid within a maximum period of time as provided by the Sales Documents of the Company and as determined by the Board of Directors in its discretion from time to time, provided that the Share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provision of Article 10 hereof.

The redemption price shall be equal to the Net Asset Value per Share of the relevant Class, as determined in accordance with the provisions of Article 10 hereof, less such expenses and commissions (if any) at the rate provided by the Sales Documents of the Company, in compliance with the Law of 2007 and any applicable regulation. The relevant redemption price may be rounded up or down as further detailed in the Sales Documents of the Company as the Board of Directors shall determine.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by the Shareholder in any Class of Shares would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of the Shareholder's holding of Shares in such Class.

Further, if on any given Valuation Day redemption requests pursuant to this Article exceed a certain level determined by the Board of Directors and disclosed in the Sales Documents of the Company in relation to the number of Shares in issue of a Class or in case of a strong volatility of the market or markets on which a Class is investing, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for redemption will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be in the best interests of the Company. On the next Valuation Day, these redemption requests will be met in priority to later requests.

If on any given Valuation Day redemption requests pursuant to this Article amount to the total number of Shares in issue in one or several Class(es) of Shares, the calculation of the Net Asset Value per Share of the relevant Class(es) of Shares may be deferred to take into consideration the fees incurred in closing of said Class(es).

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to the Shareholder who agrees in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such Class(es) equal in value (calculated in the manner described in Article 10) as of the Valuation Day on which the redemption price is calculated to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the Shareholder.

All redeemed Shares shall be cancelled.

Art. 9. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg or if as a result the Company may become subject to the Law of 2013 (such person, firm or corporate body to be determined by the Board of Directors being herein referred to as "Prohibited Person").

For such purposes the Company may:

A.- decline to issue any Shares and decline to register any transfer of the Share capital of the Company, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Shares by a Prohibited Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on the register of Shares, to furnish it with any information, supported by certification, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of the Share capital of the Company rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such Share capital by a Prohibited Person; and

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any general meeting; and

D.- where it appears to the Company that any Prohibited Person is the beneficial owner of the Shares, direct such Shareholder to sell the Shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such Shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from such Shareholder the Shares held by the Shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "Purchase Notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the register of Shares as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the Purchase Price as defined hereinafter will be calculated and the name of the purchaser.

Any such Purchase Notice may be served upon the Shareholder by posting the same by registered mail addressed to the Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates representing the Shares specified in the Purchase Notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Prohibited Person shall cease to be the owner of the Shares specified in such Purchase Notice and its name shall be removed from the register of Shares.

(2) The price at which each such Share is to be purchased (the "Purchase Price") shall be an amount based on the Net Asset Value per Share of the relevant Class as at the Valuation Day specified by the Board of Directors for the redemption of Shares in the Company next preceding the date of the Purchase Notice or next succeeding the surrender of the Share certificate or certificates representing the Shares specified in such Purchase Notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the Purchase Price will be made available to the former owner of such Shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the Shares of the relevant Class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) upon final determination of the Purchase Price following surrender of the Share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the Purchase Notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the Purchase Price (without interest) from such bank following effective surrender of the Share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a Shareholder under this paragraph, but not collected within a period of six months from the date specified in the Purchase Notice, may not thereafter be claimed and shall be deposit with the "Caisse de Consignation". The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by the Shareholder or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Prohibited Persons include, without limitation, Restricted U.S. Investors as defined in the Sales Documents of the Company.

Art. 10. Calculation of the Net Asset Value. The Net Asset Value per Share of each Class of Shares shall be expressed in the Pricing Currency (as defined in the Sales Document of the Company) of the relevant Class and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the Net Asset Value of the relevant Class which is equal to (i) the value of the assets attributable to such Class and the income thereon, less (ii) the liabilities attributable to such Class and any provisions deemed prudent or necessary, through the total number of Shares of such Class outstanding on the relevant Valuation Day. The Net Asset Value per Share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant Pricing Currency as the Board of Directors shall determine.

If after the time of determination of the Net Asset Value per Share, but before its publication, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to a Class are dealt in or quoted on, the Company may cancel the first valuation and carry out a second valuation, in order to safeguard the interests of the Shareholder and the Company. In such a case, instructions for subscription or redemption of Shares shall be executed on the basis of the second Net Asset Value calculation.

The value of the assets and liabilities of the Company is generally determined in accordance with IFRS rules.

The valuation of the Net Asset Value of the different Classes of Shares shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph 1. below with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 6) the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Company has an open position in;
- 7) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company, insofar as the same have to be written off;
- 8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of the assets of the Company shall be determined as follows:

1. The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

2. The value of each security or money market instrument which is quoted or dealt in on a stock exchange will be based on its last available price at the time of valuation on the Valuation Day on the stock exchange which is normally the principal market for such security.

3. The value of each security or money market instrument dealt in on any other Regulated Market will be based on its last available price at the time of valuation on the Valuation Day.

4. In the event that any of the securities or money market instruments held by the Company on the relevant day are not quoted or dealt in on any stock exchange or dealt in on any other Regulated Market or if, with respect of securities quoted or dealt in on any stock exchange or dealt in on any Regulated Market, the price as determined pursuant to subparagraphs 2. or 3. is not representative of the relevant securities, the value of such securities will be determined based on a reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

5. The liquidating value of futures, forward or options contracts not traded on exchanges or on other organised markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Company, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on exchanges or on other organised markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and organised markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded on behalf of the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Company may deem fair and reasonable.

6. Swaps, all other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Company.

7. Units or shares of open-ended UCIs will be valued at their last determined and available net asset value, or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the Company on a fair and equitable basis. Units or shares of closed-ended UCIs will be valued at their last available stock market value at the time of valuation on the Valuation Day.

The value of all assets and liabilities not expressed in the Pricing Currency of a Class will be converted into the Pricing Currency of such Class at the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors.

The Board of Directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

In the event that extraordinary circumstances render a valuation in accordance with the foregoing guidelines impracticable or inadequate, the Company will, prudently and in good faith, use other criteria in order to achieve what it believes to be a fair valuation in the circumstances.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);

3) all accrued or payable expenses (including, without limitation, administrative expenses, management fees, including incentive fees, if any, and depositary fees);

4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company;

5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as of the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the Company, as well as such amount (if any) as the Company may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all charges and expenses payable by the Company. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The Board of Directors shall establish one or more Class(es) of Shares in the following manner:

a) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Class or to any action taken in connection with an asset of a particular Class, such liability shall be allocated to the relevant Class;

b) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Class, such asset or liability shall be allocated to all the Classes pro rata to the Net Asset Values of the relevant Classes or in such other manner as determined by the Board of Directors acting in good faith;

c) upon the payment of distributions with respect to any Class, the Net Asset Value of such Class shall be reduced by the amount of such distributions.

Art. 11. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share and of Issue and Redemption of Shares. With respect to each Class of Shares, the Net Asset Value per Share and the subscription and redemption price of Shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least on a yearly basis at a frequency determined by the Board of Directors, such date or time of calculation being the Valuation Day.

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular Class and the issue and redemption of its Shares:

a) during any period when any of the principal stock exchanges, regulated market or other regulated markets on which a substantial portion of the investments of the Company from time to time is quoted or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Company is denominated are closed otherwise than for ordinary holidays or during which dealings are substantially restricted or suspended;

b) political, economic, military, monetary or other emergency beyond the control, liability and influence of the Company makes the disposal of the assets of the Company impossible under normal conditions or such disposal would be detrimental to the interests of the Shareholder;

c) during any breakdown in the means of communication network normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company or the current price or value on any stock exchange or market in respect of the assets of the Company;

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange;

e) during any period when for any other reason the prices of any investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained;

f) during any period when the Board of Directors so decides, provided all relevant laws and regulations are applied as soon as the Shareholder has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution of the Company;

g) following a decision to merge, liquidate or dissolve the Company or upon the order of the Luxembourg regulatory authorities;

h) in the case of a Class for which the Board of Directors has required that a Side Pocket be established.

When exceptional circumstances might adversely affect the Shareholder's interests or in the case that significant requests for subscription or redemption are received, the Board of Directors reserves the right to set the value of Shares in one or more Class(es) only after having sold the necessary securities, as soon as possible. In this case, subscriptions and redemptions that are simultaneously in the process of execution will be treated on the basis of a single Net Asset Value per Share.

Any such suspension of the calculation of the Net Asset Value shall be notified to the Shareholder requesting redemption or subscription of Shares on receipt of its request for subscription or redemption.

Suspended subscriptions and redemptions will be taken into account on the first Valuation Day after the suspension ends.

Such suspension as to any Class shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue and redemption of Shares of any other Class.

Any request for subscription or redemption shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value.

Art. 12. Side Pockets. The Board of Directors may decide, in the interest of the Shareholder and subject to the approval of the Luxembourg regulatory authorities, to segregate certain assets from a Class (e.g. assets which have become illiquid or hard to evaluate) within a “side pocket”, the form and specificities of which will be disclosed to the Shareholder by way of notice. The creation and implementation of a side pocket shall not require any approval by the Shareholder.

Side pockets may be created in any form authorised in the Grand Duchy of Luxembourg and may result, amongst others, in the Shareholder becoming shareholder of an additional new Class. In this respect, any provisions of these Articles normally applicable to a Class which are incompatible with the implementation of the side pocket shall be set aside if the interest of the Shareholder so requires.

Upon creation of a side pocket, the Net Asset Value of the relevant Class shall be reduced so that it takes into account only such assets of the Class which would have not been isolated within the side pocket.

The Board of Directors will try to sell the assets isolated in any side pocket on the market. The Shareholder shall be entitled to receive a portion of the assets (in cash or in kind) of such side-pocket at its liquidation; such portion shall be proportional to its shareholding in the relevant Class at the time of creation of the side pocket.

Title III. Administration and supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members. They shall be elected for a term not exceeding six years. They may be re-elected. The Directors shall be elected by the Shareholder and any Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholder. The Shareholder shall further determine the number of Directors, their remuneration and the term of their office.

In the event in which an elected Director is a legal entity, a permanent individual representative thereof should be designated as member of the Board of Directors. Such individual is submitted to the same obligations than the other Directors.

Such individual may only be revoked upon appointment of a replacement individual.

Directors shall be subject to the approval of the Luxembourg regulatory authorities.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next resolution of the Shareholder which shall take a final decision regarding such nomination.

Art. 14. Board Meetings. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who does not need to be a Director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the Board of Directors. In his absence, the board members shall decide by a majority vote that another Director shall be in the chair of such meetings.

The Board of Directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers deemed necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board of Directors. The officers do not need to be Directors or the Shareholder of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another Director as his proxy. A Director may represent several of his colleagues.

Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment which enables his/her identification whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. The Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented.

Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the person who will chair the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Directors or by the secretary or any other authorised person.

Resolutions are taken by a majority vote of the Directors present or represented and voting at such meeting.

In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Directors' meetings; each Director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the Shareholder are in the competence of the Board of Directors.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two Directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 17. Delegation of Power. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which do not need to be members of the Board of Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, sub-delegate their powers.

The Company may enter with any Luxembourg or foreign company into (an) investment management agreement(s), according to which such company will supply the Company with recommendations and advice with respect to the Company's investment policy. Furthermore, such company may, on a day-to-day basis and subject to the overall control and ultimate responsibility of the Board of Directors, purchase and sell securities and otherwise manage the Company's portfolio. The investment management agreement shall contain the rules governing the modification or expiration of such contract(s) which are otherwise concluded for an unlimited period.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notary or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The Board of Directors, based upon the principle of risk diversification, has the power to determine the investment policy and strategy of the Company and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with the Law of 2007 and any other applicable laws and regulations.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, except for day-to-day transactions concluded in normal terms such Director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the Shareholder at the next succeeding general meeting.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the investment manager, the Depositary Bank or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

The Board of Directors is responsible for the implementation of the conflict of interest policy of the Company.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any Director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at his request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person

to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the Shareholder at a general meeting and remunerated by the Company.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the Law of 2007.

Title IV. General meetings - Closure and amalgamation of classes - Accounting year - Distributions

Art. 22. General Meetings. The powers reserved by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 1915") to the annual general meeting of shareholders will be exercised by the Shareholder. The related resolutions of the Shareholder will be recorded in written form and taken on the last Friday of the month of April at 11.30 a.m. Luxembourg time. If such day is not a business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other general meetings than the annual general meeting may be held in such manner as may be specified in the respective notices of meeting.

The general meeting shall meet upon call by the Board of Directors pursuant to a notice convening the Shareholder to take any decision which shall be sent at least eight days prior to the day on which resolutions have to be taken. The general meeting may also be called upon the request of the Shareholder.

If the Shareholder is present or represented and considers itself as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The agenda of the general meeting shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written request of the Shareholder in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

Notices to the Shareholder shall be sent by registered mail only in compliance with applicable laws and regulations.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by the Shareholder in order to attend any general meeting.

The business transacted at any general meeting shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each Share of whatever Class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. The Shareholder may act at any general meeting by giving a written proxy or by cable, telegram, facsimile transactions or any other electronic means capable of evidencing such proxy to another person who may be a Director of the Company.

The Shareholder shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 23. General Meetings in a Class of Shares. The Shareholder may decide, at any time, on any matters which relate exclusively to a particular Class.

The provisions of Article 22 shall apply to such general meetings as the case may be.

Each Share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. The Shareholder may act either in person or by giving a proxy in writing or by cable, telegram, facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such proxy to another person who may be a Director of the Company.

Art. 24. Closure and Amalgamation of Classes. In the event that for any reason the value of the total net assets in any Class has not reached or has decreased to an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such Class to be operated in an economically efficient manner, or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation, the Board of Directors may decide to redeem all the Shares of the relevant Class at the Net Asset Value per Share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as of the Valuation Day at which such decision shall take effect and therefore close the relevant Class.

The Company shall serve a written notice to the Shareholder prior to the effective date for the compulsory redemption. This notice will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of the Shareholder, the Shareholder may, at the discretion of the Board of Directors, continue to request redemption of its Shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the effective date of the compulsory redemption.

Assets which may not be distributed to the Shareholder upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the person entitled thereto.

All redeemed Shares shall be cancelled.

In the event that for any reason the value of the assets in any Class has decreased to an amount determined by the Board of Directors in the interests of the Shareholder to be the minimum level for such Class to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the political, economic or monetary situation relating to that Class would have material adverse consequences on the investments of that Class or as a matter of economic rationalisation, the Board of Directors may decide to allocate the assets of any Class to those of another existing Class within the Company

and to redesignate the Shares of the Class or Classes concerned as Shares of another Class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholder).

The Company shall send a written notice to the Shareholder at the address indicated in the register of Shares one month prior to the effective date for the amalgamation in order to enable the Shareholder to request redemption of its Shares, free of charge, during such period. This notice will indicate the reasons and the procedure for the amalgamation operations. Unless it is otherwise therein advised in the interests of Shareholder, the Shareholder may continue to request redemptions of its Shares of the Class concerned without any additional charges (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the effective date of the compulsory redemption.

A contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Class to another Class of the Company may be decided upon by the Shareholder.

Art. 25. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of the same year.

Art. 26. Distributions. The Shareholder shall, upon proposal from the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results of the Company shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the Board of Directors to declare, distributions.

For any Class of Shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions shall be made to the Shareholder at its address set out in the register of Shares. Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Directors shall determine from time to time.

The Board of Directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board of Directors.

Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant Class or Classes of Shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final provisions

Art. 27. Merger and Dissolution of the Company. The Company may merge with another UCI or sub-fund thereof by a decision of the Shareholder in accordance with applicable laws and regulations.

The Company may at any time be dissolved by a resolution of the Shareholder.

Whenever the Share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the Shareholder by the Board of Directors.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the Shareholder whenever the Share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof.

The Shareholder must be informed in due time so that it can decide on the liquidation of the Company within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 28. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the Shareholder which shall determine their powers and their compensation.

Art. 29. Depositary Bank. To the extent required by law, the Company shall enter into a depositary bank agreement with a credit institution or an investment firm as defined by the law of 5 April, 1993 on the financial sector, as amended.

The Depositary Bank shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2007.

If the Depositary Bank desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor depositary bank within two months of the effectiveness of such retirement. The Board of Directors may terminate the appointment of the Depositary Bank but shall not remove the Depositary Bank unless and until a successor depositary bank shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 30. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles may be amended by a resolution of the sole Shareholder.

Art. 31. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons also include corporations, partnerships associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

Art. 32. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 1915 and the Law of 2007 as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory Dispositions

1) The first accounting year will begin the day when the Company will be incorporated and will end on 31 December 2014.

2) The first annual general meeting will take place on 24 April 2015.

Subscription and Payment

The share capital of the Company is subscribed as follows:

Pioneer Asset Management S.A., prequalified, subscribes for thirty-one (31) Shares, resulting in a total payment of thirty one thousand euros (EUR 31,000).

Evidence of the above payment, totalling thirty one thousand euros (EUR 31,000) was given to the undersigned notary.

The subscriber declared that upon determination by the Board of Directors, pursuant to the Articles, of the various Classes of Shares which the Company shall have, it will elect the Class or Classes of Shares to which the Shares subscribed to shall appertain.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The formation and preliminary expenses of the Company, amount to approximately EUR 3,000.-.

General Meeting

The above named person representing the entire subscribed capital and considering himself as validly convened, has immediately proceeded to resolve as follows:

I. The following are elected as Directors for a term to expire at the close of the annual general meeting which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31 December 2014:

- Mr. Enrico TURCHI, born in Carrara (Italy) on 20 October 1959, residing professionally at 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg (Luxembourg);

- Mr. David GLASSEY, born in Coleraine (Northern Ireland) on 25 May 1958, residing professionally at 1, George's Quay Plaza, George's Quay, Dublin 2 (Ireland);

- Mr. Fabien MADAR, born in Tunis (Tunisia) on 15 July 1965, residing professionally at 6, rue Halévy, 75009 Paris (France).

II. The following is elected as auditor ("réviseur d'entreprises agréé") for a term to expire at the close of the annual general meeting which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31 December 2014:

Deloitte Audit S.à.r.l., 560, Rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

III. The address of the Company is set at 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named persons, this deed is worded in English.

Whereof this notary deed was drawn up in Luxembourg on the date at the beginning of this deed.

This deed having been given for reading to the parties, they signed together with us, the notary this original deed.

Signé: A. LE POAC et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 octobre 2014. Relation: LAC/2014/47662. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Référence de publication: 2014164268/619.

(140187135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Emprou S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5814 Fentange, 18, rue Pierre Capésius.

R.C.S. Luxembourg B 104.975.

L'an deux mil quatorze, le premier octobre,

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «EMPROU, Sàrl», ayant son siège social à L-5814 Fentange, 18, Rue Pierre Capésius, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 104.975 (ci-après la «Société»), constituée en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 12 novembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 289 du 1^{er} avril 2005;

les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 22 mai 2012, publié au Mémorial C, Numéro 1516 du 18 juin 2012.

L'assemblée est ouverte à 17.00 heures sous la présidence de Monsieur Jacques WOLTER, avocat à la cour, demeurant professionnellement à Luxembourg,

Qui désigne comme secrétaire, Monsieur Julien DEMELIER, juriste, demeurant professionnellement à Hesperange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean-Michel EMPROU, statisticien, demeurant à L-5814 Fentange, 18, rue Pierre Capésius,

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour

- Suppression de la valeur nominale des parts sociales de la Société,

- Augmentation de capital de la société à concurrence de VINGT ET UN MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (21.875.-EUR) pour le porter de son montant actuel de VINGT-CINQ MILLE EUROS (25.000.-EUR) à QUARANTE-SIX MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (46.875.-EUR), par incorporation au capital de la Société d'une partie des réserves disponibles sans émission de parts nouvelles, mais par augmentation de la valeur nominale des parts de VINGT-CINQ EUROS (25.-EUR) à QUARANTE-SIX EUROS ET HUIT-CENT SOIXANTE-QUINZE CENTIMES (46,875.-EUR)

- Diminution du capital de la société d'un montant de VINGT et UN MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (21.875.-EUR) pour le ramener de son montant actuel de QUARANTE-SIX MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (46.875.-EUR) au montant de VINGT-CINQ MILLE EUROS (25.000.-EUR) par suppression de HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE (875) parts sociales détenues par la Société.

- Fixation de la valeur nominale par part sociale A DEUX CENTS EUROS (200,-EUR).

II.- Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

III.- Que sur les (1.000) mille parts sociales représentatives du capital social de VINGT-CINQ MILLE EUROS (25.000.-EUR) de la Société, CENT VINGT-CINQ (125) parts sociales ont droit de vote et HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE PARTS (875) parts sociales sont suspendues de droit de vote par suite de CINQ (5) contrats de cession de parts sociales signés en date du 31 août 2014, aux termes desquels la Société a racheté lesdites parts sociales du capital social en exécution d'une décision prise en assemblée générale sous seing privé du 28 août 2014 ci annexée.

Desquelles prédites cessions de parts une copie conforme restera, après signature «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, l'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix des parts sociales ayant droit de vote, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale des parts sociales de la Société.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital de la société de VINGT et UN MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (21.875.-EUR) pour le porter de son montant actuel de VINGT-CINQ MILLE EUROS (25.000.-EUR) à QUARANTE-SIX MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (46.875.-EUR), par incorporation au capital de la Société d'une partie des réserves disponibles sans émission de parts nouvelles et par augmentation du pair comptable.

L'existence desdites réserves a été justifiée au notaire instrumentant, qui le constate expressément, par une situation comptable de la société (après augmentation de capital) arrêtée au 31 août 2014.

Laquelle situation comptable, restera, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Troisième résolution

L'assemblée décide de réduire le capital de la Société d'un montant de VINGT ET UN MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (21.875.-EUR) pour le ramener de son montant actuel de QUARANTE-SIX MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (46.875.-EUR) au montant de VINGT-CINQ MILLE EUROS (25.000.-EUR) par voie de suppression de HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE (875) parts sociales détenues par la Société qui figurent à l'actif de la Société comme le constate le notaire instrumentant dans la situation comptable (après suppression de 875 parts) de la Société arrêtée au 31 août 2014.

Laquelle situation comptable, restera, après avoir été signée "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de fixer la valeur nominale par part sociale à DEUX CENTS euros (200.- EUR).

Cinquième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à VINGT-CINQ MILLE EUROS (25.000.- EUR), divisé en CENT VINGT-CINQ (125) parts sociales de DEUX CENTS EUROS (200.- EUR) chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées, détenues, comme suit:

- Monsieur Jean-Michel EMPROU, prénommé, CENT VINGT-CINQ parts	125
Total: CENT VINGT-CINQ parts sociales	125

La propriété des parts sociales résulte des présents statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 17h30 heures.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Wolter, Emprou, Demelier, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 9 octobre 2014. Relation: LAC/2014/47192. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 22 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163891/94.

(140187040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

TRF European Broadly Syndicated Loan (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 185.336.

Par résolutions prises en date du 20 octobre 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Jill Silverman, avec adresse professionnelle au 9, West 57th Street, 41st Floor, 10019 New York, Etats-Unis, au mandat de gérant de classe A, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Shari Silverman épouse Verschell, avec adresse professionnelle au 9, West 57th Street, 10019 New York, Etats-Unis de son mandat de gérante de classe A, avec effet au 17 octobre 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Référence de publication: 2014165952/15.

(140189256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

V&D Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 89.852.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014165961/10.

(140188418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.